

sex prenom nom

titre

batiment

rue numrue

cdp ville

Rapport annuel du Représentant du Conseil supérieur

CONSEIL SUPERIEUR DES ECOLES EUROPEENNES

Réunion des 26 et 27 janvier 2000 à Bruxelles

1.0 Rétrospectives

Le Conseil supérieur a approuvé les dispositions réglant les fonctions de son Représentant. Elles sont nombreuses et variées et prouvent l'étendue des tâches auxquelles toutes les composantes de notre système doivent faire face.

Il appartient au Représentant du Conseil supérieur d'orchestrer l'ensemble des activités de notre administration aux plans:

- administratif
- financier
- statutaire
- pédagogique
- juridique

C'est une responsabilité considérable que j'ai toujours assumée avec grand intérêt et avec beaucoup d'ardeur, aidé en cela par de précieux collaborateurs directs que je tiens à remercier bien vivement. Je citerai ici mon Adjoint, M. Peter IRVINE, les Chefs d'Unité responsables des divers services et tout le personnel administratif du Bureau dont notamment mon Assistante, Mme GUILLICK pour le travail remarquable qu'ils accomplissent et pour l'aide efficace qu'ils m'apportent, afin de nous permettre à tous de faire fonctionner une organisation dont la complexité a été mentionnée à de nombreuses reprises.

Le Représentant a pour tâche de préparer avec les Présidents en exercice toutes les réunions du Conseil supérieur, des Conseils d'Inspection, des Comités pédagogiques, du Comité Administratif et Financier et des nombreux groupes de travail, en veillant à une bonne coordination de ces réunions afin de planifier le déroulement de l'année scolaire d'une part et de l'année budgétaire d'autre part.

Au cours de l'année 1999, c'est-à-dire depuis mon dernier rapport, de nombreux événements se sont produits. Alors qu'en janvier 1999, j'exprimais les craintes quant à la mise à disposition de l'école européenne de Bruxelles III, je suis heureux dans le présent rapport de pouvoir dire que les nombreuses démarches effectuées au niveau du Ministre puis au niveau de la Régie des bâtiments, des architectes et des entrepreneurs ont porté leurs fruits puisqu'à la rentrée scolaire du 7 septembre les bâtiments étaient entièrement achevés et les élèves ont pu s'installer dans des locaux équipés du mobilier nécessaire. Le transfert des élèves de Bruxelles I et de Bruxelles II a pu se faire grâce à la diligence des trois Directeurs qui ont collaboré étroitement avec moi-même pour assurer une répartition efficace des sections linguistiques entre les trois écoles. Je remercie également les parents qui, au sein du groupe de suivi que j'avais mis en place ont participé avec efficacité aux différentes étapes de la mise en route de la dixième école européenne.

Le transfert des enseignants a pu se réaliser non sans quelques mécontentements de la part de certains professeurs. Les Inspecteurs responsables des sections transférées ont joué un rôle prépondérant lors de ces transferts et je les en remercie.

C'est ainsi que le 8 octobre 1999 nous avons pu inaugurer officiellement les bâtiments déjà occupés et de nombreuses personnalités du monde politique ont bien voulu nous honorer de leur présence à cette cérémonie.

Mais déjà nous devons hélas tirer la sonnette d'alarme en raison d'une surpopulation de Bruxelles III que plusieurs rapports des pompiers de Bruxelles nous reprochent. En effet, Bruxelles III accueille actuellement les élèves du primaire de Bruxelles I et ceci pour deux années scolaires au moins, en attendant la rénovation de l'ensemble du site de la première Ecole européenne de Bruxelles dont les bâtiments construits pour une durée maximale de 15 ans ont près de 40 ans d'existence. Les problèmes liés à cette question font d'ailleurs l'objet d'un point qui figure à l'ordre du jour de la présente réunion du Conseil supérieur et d'une explication particulière au point 4 du présent rapport.

Deux autres Ecoles européennes ont subi d'heureuses transformations au cours de l'année qui vient de s'écouler. Il s'agit de Luxembourg dont les bâtiments ont été intégralement reconstruits selon un plan architectural extrêmement moderne tant au niveau extérieur qu'au niveau des locaux. L'inauguration officielle de ce nouveau complexe a été fixée au 9 mai 2000. L'autre école concernée par des rénovations est celle de Bergen où le gouvernement néerlandais a procédé à des constructions de nouveaux bâtiments et à l'aménagement des anciennes installations ce qui permet aux élèves et aux enseignants de disposer d'un espace largement suffisant.

Je tiens ici à remercier les trois Etats membres pour la réalisation de ces travaux.

Je souhaite instamment que dans le courant des mois à venir les Ecoles de Karlsruhe, de Munich, et de Varese puissent disposer des locaux qui leur font défaut actuellement. La situation particulière concernant ces trois écoles fait l'objet d'une analyse au point 4 du présent rapport.

Si le début de mon rapport est consacré aux questions liées aux bâtiments scolaires, c'est parce que j'estime qu'il est important de veiller à ce que la scolarité de nos élèves se déroule dans de bonnes conditions.

Je tiens à souligner ici l'importance des réunions des Conseils d'administration qui se déroulent dans les Ecoles au rythme de trois par an. La gestion des écoles ne peut en effet pas se faire à partir d'un Bureau Central et par échange de courrier. Il est important que le Représentant du Conseil supérieur se rende sur place dans les Ecoles pour s'entretenir avec l'ensemble des membres de chacune des Communautés scolaires, à savoir la Commission qui assure l'essentiel du financement de nos écoles, les Directeurs qui en assurent la gestion, les enseignants qui en assurent la qualité pédagogique, les parents qui assument la responsabilité de certaines structures de leur fonctionnement tels que les transports, la cantine, les activités périscolaires, et les élèves enfin qui constituent l'élément essentiel d'une école. C'est en discutant avec l'ensemble de ces composantes que l'on s'imprègne le mieux des questions particulières propres à chacune des écoles. En effet, même si les Ecoles européennes constituent une structure homogène dans leur ensemble, chacune d'elle fait face à des problèmes propres.

Une fois de plus je renouvelle mon invitation à chacun des membres du Conseil supérieur à se rendre à nos réunions de Conseils d'administration pour leur permettre de mieux cerner les questions qui concernent notre organisation. Plusieurs membres du Conseil supérieur ainsi que du Comité Administratif et Financier et plusieurs Inspecteurs ont eu l'occasion de participer à ces réunions. Ils m'ont assuré qu'ils en avaient retiré grand profit.

Dans le cadre des planifications qui incombent au Représentant du Conseil supérieur, il me paraît utile de signaler l'importance des inspections du management. Les rapports examinés par le Conseil supérieur sur ces visites effectuées par une équipe composée de l'Adjoint du Représentant, du Contrôleur financier, de quatre Inspecteurs et d'un membre du CAF pendant près d'une semaine dans chacune des Ecoles sont du plus haut intérêt à la fois pour l'Ecole visitée et pour le Conseil supérieur. Les recommandations faites par le groupe sont suivies à la lettre par les Ecoles et contribuent utilement à l'amélioration des structures internes de chacune d'elles.

Le Conseil supérieur a également confié à son Représentant la responsabilité de procéder à l'évaluation des Directeurs. Au cours de l'année 1999, j'ai eu l'occasion d'évaluer quatre Directeurs, accompagné pour chacune des visites de deux Inspecteurs dont l'Inspecteur secondaire de la nationalité du Directeur. Nous nous sommes rendus à Culham, à Bruxelles II, à Munich et à Karlsruhe. Nous avons suivi les recommandations figurant dans le document approuvé par le Conseil supérieur. Les évaluations ont porté sur la manière dont le Directeur conçoit son rôle d'animateur de son école, sur les projets pédagogiques qu'il y développe et sur la connaissance de l'établissement qu'il dirige. Nous avons rencontré les Directeurs Adjoints, les Représentants du personnel enseignant et les Représentants des parents d'élèves qui nous ont tous fourni de précieux renseignements sur les rapports réciproques entre le Directeur et les membres de la Communauté scolaire. Nous avons

également assisté à des cours que nous avons demandé au Directeur de juger. Ces visites d'évaluation avaient toutes été préparées par un entretien entre les membres de la Commission d'évaluation la veille. Je crois pouvoir dire que chacun des participants a vivement apprécié ces journées passées au sein des Ecoles, car elles ont permis de juger d'une part la façon dont chacun des Directeurs remplit sa fonction et d'autre part l'impact de son action sur la vie de l'Ecole. Les rapports d'évaluation sont bien entendu communiqués aux Directeurs concernés mais ne font pas l'objet d'une diffusion, sauf dans le cas où les Conseils d'inspection sont appelés à se prononcer sur une demande de mutation d'un Directeur vers une autre Ecole européenne.

Bien que le Représentant du Conseil supérieur ne soit pas directement concerné par l'évaluation des Directeurs Adjoints, j'ai veillé à ce que les Inspecteurs responsables procèdent en temps voulu à l'évaluation des Adjoints qui remplissent ces fonctions depuis cinq ans et plus.

Vous constaterez que les crédits mis à notre disposition pour assurer le bon fonctionnement du système sont en constante augmentation. Cela provient du fait que le nombre de réunions est en croissance continue. Je ne voudrais pas que cette constatation soit considérée comme une critique. Je pense au contraire que dans une structure comme la nôtre, il est utile que des membres des Comités préparatoires aient l'occasion de se rencontrer souvent pour échanger les observations qu'ils ont pu faire et pour rechercher les solutions qui contribuent à une amélioration, notamment dans le domaine pédagogique, et qu'ils préparent les décisions à prendre par le Conseil supérieur. L'augmentation du nombre de réunions est due aussi au fait qu'il nous a fallu examiner les propositions de réformes nécessaires dans le cadre de l'avenir des Ecoles européennes.

L'ensemble de notre structure s'est considérablement modernisée d'année en année grâce à l'évolution de notre réseau informatique. De nouveaux programmes ont été mis en place cette année. Je souligne ici les efforts considérables qui ont été faits par l'Unité Informatique du Bureau Central pour mettre à la disposition des dix Ecoles européennes les moyens modernes dans tous les domaines de la gestion, celle des élèves, celle du personnel, celle de la comptabilité, celle de l'organisation du Baccalauréat et celle de l'utilisation de l'informatique au service de l'enseignement. J'ai eu l'occasion de signaler au Comité Administratif et Financier que notre cellule informatique était sous-équipée en personnel pour faire face aux nombreuses demandes d'aide de la part des Ecoles. En effet, il ne suffit pas d'implanter les programmes, encore faut-il en assurer le suivi.

Je ne serais pas complet dans mon analyse si je ne vous faisais pas part d'un souci grandissant qui me préoccupe. C'est celui de l'augmentation considérable des recours auxquels je dois faire face de la part des enseignants. J'ai pris à coeur de m'occuper personnellement de ce domaine délicat, car je considère qu'il m'appartient de veiller à ce que les dispositions statutaires soient correctement interprétées. J'apprécie l'aide précieuse que me fournit l'avocate qui gère ces recours avec moi. Le Statut du personnel détaché approuvé par le Conseil supérieur et entré en vigueur en septembre 1996 contient un certain nombre d'articles qui peuvent prêter à des interprétations divergentes, j'en conviens. Lorsque je suis saisi d'un recours administratif, je l'étudie dans les moindres détails et j'essaie d'expliquer au personnel le cas échéant, les raisons pour lesquelles la revendication ne me paraît pas fondée. Je sou mets ces recours à l'avis des Conseils d'administration des Ecoles ainsi qu'au Conseil juridique du Bureau. Ce

n'est qu'après ces avis que je décide d'accepter ou de rejeter le recours. Très rares sont les cas où les enseignants acceptent de retirer le recours administratif. Celui-ci fait alors l'objet d'un recours contentieux auprès de la Chambre de recours.

Depuis janvier 1999, cette Chambre a été saisie de 21 recours dont certains sont signés par plusieurs dizaines d'enseignants. Ce qui prouve que les précautions que je prends pour éviter les recours contentieux, c'est que 97% des jugements sont exprimés en faveur de l'administration. Sur les 3% de cas que nous perdons, je considère que certaines décisions prises par la Chambre sont contestables, mais j'admets comme les enseignants eux aussi que les décisions sont sans appel. J'aurais souhaité durant mon mandat que les enseignants ne manifestent pas la méfiance qu'ils paraissent éprouver à l'égard de leur administration. Chacune de leur plainte fait l'objet d'un examen minutieux avant qu'une décision ne soit prise. Elle n'est jamais prise à la légère.

Je crains qu'avec la ratification de la nouvelle Convention, les recours se multiplient car cette Convention étend les compétences de la Chambre de recours à d'autres domaines qu'au seul domaine du Statut du personnel détaché. Il conviendra sans doute alors de créer au sein du Bureau du représentant du Conseil supérieur une cellule juridique et d'augmenter aussi considérablement les crédits actuels disponibles sur la ligne budgétaire spécifique.

Je ne voudrais pas terminer cette rétrospective sur la note pessimiste qui précède. Je souhaite au contraire vous dire que les Ecoles européennes se portent bien. Elles évoluent dans le bon sens grâce aux efforts de tous et je tiens à remercier de leur aide précieuse:

- les chefs de délégations qui par leurs interventions ont contribué à l'évolution et à l'aboutissement des objectifs poursuivis;
- les autorités nationales qui ont fait preuve d'une grande ouverture lors des nombreuses négociations que nous avons menées;
- la Commission qui, par sa précieuse collaboration, nous permet de résoudre beaucoup de problèmes;
- les membres du Comité Administratif et Financier dont la tâche ne s'est pas limitée à donner des conseils sur les problèmes administratifs et budgétaires, mais qui participent également activement aux négociations dans bien d'autres domaines;
- les Inspecteurs qui s'impliquent avec une particulière ardeur et un grand engagement dans la vie pédagogique et éducative de nos Ecoles malgré les nombreuses tâches nationales auxquelles ils doivent faire face;
- les Directeurs et les Directrices qui ont su à la fois diriger leurs Ecoles respectives de main de maître et dynamiser les contacts extérieurs qu'ils nouent;
- les parents qui se sont impliqués dans de nombreux travaux innovateurs, grâce notamment à l'excellente collaboration d'Interparents et à leur participation constructive au sein des Conseils d'administration;
- les élèves qui sont bien entendu ceux pour lesquels tout le système a été créé et qui ont su montrer leur intérêt aux problèmes qui les concernent grâce à une excellente collaboration au sein des Comités pédagogiques;

- mes collaborateurs directs au Bureau, c'est à dire à mon Adjoint, M. IRVINE, les chefs d'Unités responsables des divers services mais aussi l'ensemble du personnel administratif et notamment mon secrétariat dont le travail considérable et efficace nous permet de disposer de la documentation et des dossiers nécessaires dans les différentes langues pour nous permettre de réaliser nos travaux.

2.0 Evolution de la population scolaire

A la rentrée de septembre 1999, un nouvel accroissement global des effectifs a pu être enregistré: 16 436 élèves fréquentent les Ecoles européennes, ce qui constitue une augmentation de 181 élèves par rapport à l'année précédente, soit un accroissement de 1,11%.

ECOLES	Maternel	Primaire	Secondaire	Total	% par rapport à 1996
Luxembourg	439	1348	1844	3631	+0,16%
Bruxelles I	247	1189	1211	2645	-21,6%
Bruxelles II	235	1224	1324	2783	- 3%
Bruxelles III	/	/	1076	1076	+ 100%
Mol	54	215	431	700	+ 1,9%
Varese	113	570	664	1347	+ 2,8%
Karlsruhe	74	454	628	1156	-1,9%
Bergen	87	351	402	840	+ 2,3%
Munich	86	541	691	1318	+ 4,5%
Culham	95	384	461	940	+ 2,3%
TOTAL	1430	6276	8732	16438	+ 1,1%

Comme je l'ai fait dans mes rapports des années précédentes, il me paraît intéressant d'indiquer ci-dessous la catégorie à laquelle appartiennent les élèves des neuf Ecoles. A titre de rappel, il convient de signaler que:

- la catégorie I représente les élèves admissibles de droit;
- la catégorie II représente les élèves appartenant à des organisations ayant signé un contrat de financement à 100% ou un financement partiel;
- la catégorie III représente des élèves autres, dont les parents sont redevables du minerval scolaire ordinaire.

ECOLES	Catégorie I			Catégorie II			Catégorie III		
Luxembourg	2779	soit	76,5%	155	soit	4,3%	697	soit	19,2%
Bruxelles I	1867	soit	70,5%	46	soit	1,7%	734	soit	27,7%
Bruxelles II	2361	soit	84,8%	128	soit	4,6%	294	soit	10,6%
Bruxelles III	796	soit	74%	15	soit	1,4%	265	soit	24,6%
Mol	127	soit	18,1%	/			573	soit	81,9%
Varese	507	soit	37,6%	74	soit	5,5%	766	soit	56,9%
Karlsruhe	103	soit	8,9%	22	soit	1,9%	1031	soit	89,2%
Bergen	131	soit	15,6%	8	soit	0,9%	701	soit	83,5%
Munich	774	soit	58,7%	93	soit	7%	451	soit	34,2%
Culham	153	soit	16,3%	41	soit	4,4%	746	soit	79,4%
TOTAL	9598	soit	58,4%	582	soit	3,5%	6258	soit	38,1%

Par rapport aux deux dernières années, la relation entre les trois catégories d'élèves est restée à peu près stable, comme le montrent les statistiques ci-dessous:

Année scolaire	Catégorie I	Catégorie II	Catégorie III
1997/1998	59,6%	3,08%	37,3%
1998/1999	58,5%	3,13%	38,36%
1999/2000	58,4%	3,5%	38,1%

Dans l'ensemble des Ecoles européennes, l'accroissement de la population scolaire est de 1,1% en moyenne. Elle était de 1,59% l'année dernière.

3.0 Evolution du nombre d'enseignants détachés et des chargés de cours

3.1 Enseignants détachés

ECOLÉS	En fonction au 15/09/98	En fonction au 15/09/99	Augmentation ou diminution
Luxembourg	241	243	+ 0,8%
Bruxelles I	253	183	- 27,7%
Bruxelles II	191	187	- 2,1%
Bruxelles III	/	86	100%
Mol	71	74	+4,2%
Varese	100	102	+ 2%
Karlsruhe	94	89	- 5,3%
Bergen	75	77	+2,6%
Munich	69	71	+ 2,9%
Culham	77	78	+1,3%
TOTAL	1171	1190	+1,6%

L'évolution du nombre d'enseignants détachés n'est pas directement proportionnelle à l'augmentation de la population scolaire. En effet, un facteur important à prendre en considération est celui du remplacement des chargés de cours par des détachés. C'est un facteur dont il est largement tenu compte par les Conseils d'administration lors de l'examen des demandes de créations de postes.

3.2 Nombre de périodes de cours effectuées par des chargés de cours du secondaire et nombre d'heures de cours effectuées par des chargés de cours du primaire ou de cours de religion entre le 1er janvier et le 1er septembre 1998 (les nombres entre parenthèses indiquent les périodes ou les heures effectuées l'année précédente).

ECOLÉS	Primaire		Secondaire		Religion	
Luxembourg	348	(349)	347	(500)	224	(251)
Bruxelles I	454	(449)	342	(508)	209	(218)
Bruxelles II	270	(221)	545	(684)	182	(208)
Bruxelles III	/	/	473	/	155	/
Mol	115	(148)	169	(227)	63	(58)
Varese	221	(228)	205	(177)	104	(129)
Karlsruhe	82	(46,5)	157	(123)	62	(53)
Bergen	125	(131)	239	(304)	87	(61)
Munich	497	(419,5)	526	(449)	76	(84,5)
Culham	70	(100)	162	(156)	49	(38)
TOTAL	2182	(2092)	3165	(3128)	1211	(1100,5)

Le rôle des chargés de cours consiste à compléter des horaires après que tous les postes de titulaires aient été créés.

Un poste de détaché n'est demandé que lorsque le nombre d'heures disponibles est suffisamment élevé pour garantir à un détaché une stabilité dans son poste. C'est ainsi qu'au cycle secondaire où l'horaire d'un enseignant est de 21 périodes hebdomadaires, un poste ne sera demandé que si pour une certaine matière, le nombre d'heures disponibles est ± 23 périodes pour une année en cours et si cette disponibilité de périodes se vérifie deux années de suite.

Il me paraît intéressant de préciser pour le cycle secondaire le pourcentage d'heures données par des chargés de cours par rapport au nombre global d'heures pour chacune des écoles. Ces statistiques sont reprises ci-dessous:

ECOLES	Nombre global de périodes	Dont chargés de cours	Soit
Luxembourg	3340	347	10,4%
Bruxelles I	2604	342	13,1%
Bruxelles II	2792	545	19,5%
Bruxelles III	2193	473	21,6%
Mol	1206	169	14,1%
Varese	1424	205	14,4%
Karlsruhe	1486	157	10,6%
Bergen	1314,5	239	18,2%
Munich	1700	526	31%
Culham	1271	162	12,8%
TOTAL	19 330,5	3165	16,4%

A l'Ecole de Munich, le pourcentage d'heures attribuées à des chargés de cours est plus élevé que dans les autres Ecoles. Il faut rappeler à ce sujet que jusqu'à l'année scolaire en cours, l'Office européen des Brevets a privilégié ce type de recrutement plutôt que le recours à des enseignants détachés. Cependant, l'OEB a manifesté son intention d'aligner progressivement la politique de recrutement des enseignants de Munich sur celle pratiquée pour les autres écoles. Cette intention a déjà été concrétisée pour les postes demandés pour septembre 1999 et pour septembre 2000.

Il faut rappeler en outre que le recours à des chargés de cours est nécessaire lorsqu'une classe est dédoublée durant une année scolaire ou lorsque des enseignants détachés sont en congé de longue durée. Enfin, les Ecoles doivent parfois faire appel à des chargés de cours lorsque les Etats membres ne sont pas en mesure de détacher des enseignants titulaires

4.0 Infrastructure des Ecoles européennes

Les rapports des dix Directeurs qui font l'objet d'un examen particulier au cours de la présente réunion du Conseil supérieur fournissent de précieux renseignements sur l'infrastructure de leur école sur les réalisations effectuées par les autorités locales mais aussi sur un certain nombre de problèmes qui sont apparus au début de cette année scolaire tant en ce qui concerne des insuffisances en locaux qu'en ce qui concerne la carence en nombre de personnel administratif.

Je me limiterai dans cette partie de mon rapport à attirer l'attention du Conseil supérieur sur ces points particuliers qui concernent essentiellement l'ensemble des trois écoles de Bruxelles, l'école de Varèse, celle de Karlsruhe et celle de Munich.

4.1 A Bruxelles

A Bruxelles, nous disposons théoriquement d'une infrastructure suffisante pour scolariser les 6506 élèves qui composent la population scolaire. Dans la pratique cependant les Directeurs sont confrontés à de grandes difficultés. En effet, les travaux de rénovation des bâtiments de Bruxelles I commencés l'année dernière s'étendront jusqu'en 2002. Ce n'est qu'alors que les trois écoles pourront fonctionner de manière autonome. Actuellement, l'école de Bruxelles I est amputée de la plus grande partie de son cycle primaire qui est hébergé à Bruxelles III. Il en résulte que Bruxelles III ne dispose pas de son propre cycle primaire. Lorsque les bâtiments du cycle primaire de Bruxelles I seront reconstruits, ils serviront à héberger les élèves du secondaire dont les bâtiments actuels seront détruits avant leur complète reconstruction qui ne sera pas achevée avant 2002.

Je souhaite attirer l'attention du Conseil supérieur sur les inconvénients sérieux qui résultent de cette situation:

- 4.1.1 Le cycle primaire de Bruxelles I (Uccle) est situé sur deux sites éloignés de plusieurs kilomètres l'un de l'autre. Le Directeur Adjoint du primaire est installé à Bruxelles III (Ixelles) avec la plus grande partie de ses classes. Seules les classes de 5ème primaire ont pu être hébergées tant bien que mal sur le site de l'école même.
- 4.1.2 A Bruxelles III, le Directeur de l'école n'est responsable que des classes du secondaire alors que cette école héberge plus de 1000 élèves du cycle primaire dont le Directeur Adjoint dépend de Bruxelles I. Il en résulte qu'en plus, des difficultés d'organisation pour le fonctionnement de la cantine et des transports se pose également la question de la responsabilité sur la gestion du site de cette école.
- 4.1.3 Les mille élèves du primaire installés à Bruxelles III sont en surnombre comme l'ont fait remarquer les services des pompiers dans plusieurs rapports. Il faudrait réduire ce nombre à 800. Or il n'est pas possible de rapatrier ces élèves à Bruxelles I actuellement.
- 4.1.4 Il était prévu dans le plan directeur élaboré en 1998 qu'une partie des élèves de Bruxelles II (Woluwe) serait transférée à Bruxelles III en septembre 2000. S'il est vrai que le cycle maternel de Bruxelles I actuellement à Bruxelles III pourra réintégrer les bâtiments de l'école-mère en septembre 2000, les locaux ainsi libérés sont mal adaptés

à l'hébergement d'élèves du primaire. Or à Bruxelles II la surpopulation du maternel et du primaire (1459) a été mise en évidence à plusieurs reprises.

Je reconnais que la description ci-dessus paraît compliquée à des lecteurs qui sont éloignés de la situation concrète, mais elle montre les difficultés qui ne manqueront pas de surgir lors de la rentrée scolaire de septembre 2000.

Les trois Directeurs de Bruxelles et le Représentant du Conseil supérieur estiment qu'une solution idéale consisterait à accepter l'offre faite par le gouvernement belge d'occuper les bâtiments entièrement rénovés situés rue de Berkendael. Cette école pourrait accueillir 800 élèves du cycle primaire avec une administration propre. Elle constituerait une annexe à Bruxelles I comme l'école du Boulevard de la Foire à Luxembourg a constitué pendant de nombreuses années une annexe à l'école-mère située au plateau du Kirchberg.

Je ne souhaite en rien minimiser l'opposition très forte manifestée par un nombre important de parents d'élèves à l'occupation de ce site. Elle repose essentiellement sur la proximité immédiate d'une prison de femmes et le risque qui en découlerait en cas d'évasion.

Il appartiendra au Conseil supérieur de prendre la décision sur l'occupation de ce site. Il est certain cependant que le gouvernement belge ne sera pas disposé à rechercher un autre site pour faire face aux difficultés d'hébergement que nous rencontrons actuellement à Bruxelles. La question se poserait sous un angle très différent dans l'éventualité où le Conseil supérieur demanderait à la Belgique de prévoir une 4ème école européenne. L'école de Berkendael n'est en effet pas adaptée à accueillir une école complète avec un cycle secondaire.

Une seconde difficulté est née à Bruxelles à l'occasion du transfert du personnel administratif de Bruxelles I et de Bruxelles II vers Bruxelles III. En effet, ces transferts ont fortement perturbé le fonctionnement de l'administration des deux écoles sans apporter à la nouvelle école le personnel nécessaire pour la faire fonctionner correctement.

Un certain nombre de personnes sont appelées à travailler à mi-temps dans une école et pour un deuxième mi-temps dans une autre école. Cette situation n'est heureuse ni pour le personnel ni pour les écoles concernées. Le transfert d'un certain nombre d'élèves vers la nouvelle école n'entraîne pas nécessairement une diminution proportionnelle des effectifs de l'administration. En effet, l'ensemble des tâches administratives reste pratiquement identique. Il n'en va pas de même pour le personnel enseignant bien entendu, dont le transfert vers la nouvelle école est pleinement justifié.

4.2 A Varèse

A Varèse, la population scolaire a augmenté de 2,8% par rapport à l'année dernière. Or en 1998 déjà, cette école a accueilli certaines classes du primaire rapatriées du site de Brebbia. Pour les accueillir, il a fallu sacrifier une partie du gymnase du primaire qui a été transformé en salles de classes.

Un certain nombre de classes du primaire sont aménagées dans les couloirs du bâtiment. Deux nouvelles classes de ce type ont dû être installées à la dernière rentrée scolaire. Les conditions dans lesquelles fonctionnent ces classes isolées du couloir par une mince cloison de bois sont loin d'être satisfaisantes.

Par ailleurs, le bâtiment préfabriqué situé à la limite de la cour de récréation a atteint un degré de vétusté tel qu'il est difficile d'y faire classe dans des conditions raisonnables.

Il est vrai que le gouvernement italien a fait des efforts considérables au cours de ces dernières années pour entreprendre d'importants travaux pour mettre l'école en conformité avec les normes de sécurité. Je tiens à remercier les autorités italiennes pour la contribution spéciale qu'elles ont mis à la disposition de l'école à cet effet.

Cependant, il a été souligné à plusieurs reprises la nécessité de prévoir la construction en dur d'un bâtiment supplémentaire pour les classes primaires. La configuration du terrain le permettrait aisément et cela permettrait de libérer les couloirs et de réaménager le gymnase du primaire.

N'oublions pas qu'à Varèse, il existe un nombre important d'élèves qui ne disposent pas d'une section linguistique et pour lesquels des locaux sont nécessaires pour l'enseignement de la langue maternelle conformément aux dispositions arrêtées par le Conseil supérieur.

4.3 A Karlsruhe

A Karlsruhe, se pose depuis plusieurs années un problème sérieux d'assainissement des bâtiments dont la construction remonte aux années soixante. L'accord de financement signé entre le Conseil supérieur et la République Fédérale d'Allemagne prévoit que la ville de Karlsruhe est responsable de la remise en état des bâtiments. Or les autorités communales éprouvent des difficultés pour faire face à leurs obligations.

De nombreuses démarches ont été effectuées par le Directeur de l'Ecole et par le Représentant du Conseil supérieur pour attirer l'attention de la ville sur les travaux indispensables qui relèvent de la sécurité des élèves et du personnel. Nous avons eu des entretiens au plus haut niveau de la Commune à ce sujet. J'ai eu l'occasion d'adresser plusieurs lettres aux autorités au nom du Conseil d'administration de l'école. Ces démarches sont restées vaines à ce jour. Une lettre récente du bourgmestre de la ville laisse entendre qu'une solution pourrait être trouvée à plus ou moins long terme sans précision de délai.

Si les travaux nécessaires ne sont pas réalisés prochainement, il conviendrait sans doute d'envisager une révision de l'Accord, puisque la charge paraît difficilement supportable par la ville de Karlsruhe.

4.4 A Munich

A Munich, l'augmentation de la population scolaire est la plus importante des neuf écoles, à l'exclusion de Bruxelles III. Elle résulte d'un accroissement en nombre du personnel de l'OEB.

L'Accord de financement est différent de celui qui concerne Karlsruhe. Pour l'école de Munich la construction et l'assainissement des bâtiments sont du ressort du gouvernement fédéral. Des appels ont été lancés aux autorités nationales pour la construction de nouveaux bâtiments. En effet, l'école a atteint un très haut niveau de saturation. Il n'est plus possible d'y mettre des élèves de la catégorie III et des problèmes risquent de se poser pour l'inscription d'élèves de la catégorie I dans un avenir proche si les mesures nécessaires pour augmenter les capacités d'accueil ne sont pas prises par les autorités fédérales.

Le Représentant du Conseil supérieur a lancé un nouvel appel dans ce sens. Au moment de la rédaction du présent rapport sa lettre est restée sans réponse.

5.0 Activités développées dans les Ecoles européennes

Je suis particulièrement heureux de constater que nos écoles européennes font preuve d'un dynamisme remarquable pour suivre les recommandations du Conseil supérieur et des Conseils d'inspection dans un grand nombre de domaines.

Sous l'impulsion de leurs Directeurs et très souvent aussi sur l'initiative de groupes d'enseignants, elles contribuent largement au rayonnement de leur réputation dans l'environnement dans lequel elles se situent.

Il serait trop long et inutile d'ailleurs de reprendre ici dans le détail les activités qu'elles développent. Les rapports des Directeurs très exhaustifs à ce sujet sont extrêmement encourageants.

Chacune d'elles établit des projets pédagogiques particuliers qui sont laissés à leur initiative.

Chacune d'elles organise des activités internes dans les domaines pédagogique, artistique et sportif.

Chacune d'elles entretient des relations avec les écoles locales en les faisant participer à leurs propres activités, mais aussi avec le monde extérieur, soit en recevant des visiteurs, soit en participant à des émissions télévisées ou radiophoniques, soit encore en se rendant à l'étranger à l'occasion de voyages scolaires et d'échanges d'élèves et de classes.

Elles élaborent et approfondissent des projets pour le développement de la conscience européenne.

Elles participent avec une intensité remarquable à élaborer des programmes divers dans le cadre des projets “Platon” auxquels elles associent des partenaires de tous pays.

Il est intéressant aussi de constater que nos écoles s’intéressent largement à l’insertion dans la vie professionnelle. Plusieurs d’entre elles organisent pour certaines classes du secondaire des stages professionnels en relation avec des entreprises locales.

Souvent les parents apportent une précieuse collaboration à ces activités. Je tiens à les en remercier.

Lors de mon passage dans les écoles, je puis me rendre compte que les Directeurs, leurs Adjoints et le personnel enseignant font preuve d’un dynamisme remarquable pour éviter à leurs élèves de vivre dans un isolement qui serait préjudiciable à leur formation générale. Ils portent tous leurs efforts au contraire à développer la collaboration et la coopération entre les différentes cultures nationales.

6.0 Activités développées par les Comités préparatoires et par le Conseil supérieur

Alors que chacun des Etats membres dispose des structures administratives nécessaires pour faire fonctionner les écoles, il faut bien que les Ecoles européennes, qui ne sont reliées à aucune structure nationale, disposent de leurs propres organes pour gérer les domaines pédagogique, administratif et financier qui les concernent. Elles doivent aussi disposer d’un organe législatif, le Conseil supérieur, qui, comme le précise le Statut de l’Ecole, arrête les décisions nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement. Il conviendrait de dire, avec la modestie qui s’impose, que notre organisation constitue un ensemble de mini-ministères dont les responsabilités sont comparables à celles des administrations nationales.

L’expérience nous prouve que l’activité des Comités préparatoires aux décisions à prendre par la Conseil supérieur revêt une importance toute particulière.

Au cours de l’année qui vient de s’écouler, nos Comités ont tous développé une intense activité. Au sein des Comités, il a fallu bien souvent créer des groupes de travail ad hoc afin de mieux cerner les questions particulières, car la formulation de propositions concrètes n’est pas toujours aisée dans des groupes numériquement importants.

Les Inspecteurs ont ainsi créé des groupes propres aux disciplines enseignées tant au niveau des cycles maternel et primaire qu’au niveau du cycle secondaire.

Le Conseil supérieur a créé un groupe de travail spécifique sur l’Avenir des Ecoles européennes. Ce groupe, sous la Présidence de M. GAIGNAGE, a élaboré un certain nombre de propositions qui ont été transmises au Conseil de Ministres de l’Education des Etats membres en novembre 1999.

Un groupe de travail constitué de membres du CAF, d'un Représentant de la Commission, d'un Représentant des Directeurs, de Représentants du Personnel enseignant et du personnel administratif ainsi que du Représentant du Conseil supérieur s'est réuni à de nombreuses reprises afin d'élaborer un Statut du personnel administratif et de service qui sera soumis à l'approbation du Conseil supérieur après qu'auront eu lieu les dernières négociations avec le personnel concerné.

Toutes ces réunions se sont avérées utiles. Elles contribuent certes à augmenter les crédits budgétaires prévus pour ce type d'activité, mais elles contribuent avant tout à l'aboutissement de décisions qui reposent sur une nécessaire concertation.

6.1 Les Conseils d'inspection et les Comités pédagogiques

6.1.1 des cycles maternel et primaire.

Au cours de l'année 1999, le Conseil d'inspection primaire s'est réuni aux dates suivantes:

- le 9 mars 1999 à Bruxelles
- les 21 et 22 juin 1999 à Wiesbaden
- les 14 et 15 septembre 1999 à Bruxelles
- les 17 et 18 novembre 1999 à Bruxelles
- les 14 et 15 décembre 1999 à Bruxelles

Le Comité pédagogique s'est réuni

- le 10 mars 1999 à Bruxelles
- le 19 novembre 1999 à Bruxelles

Parmi les nombreuses questions qui ont figuré à l'ordre du jour de ces réunions et dont certaines ont fait l'objet de discussions à l'occasion de plusieurs réunions il faut citer:

- le rapport sur les inspections en groupe sur le thème "Heures européennes"
- la réforme du carnet scolaire
- la réorganisation du Comité de réforme du primaire
- les rapports de divers inspecteurs sur la manière dont est conçue l'inspection dans les pays de l'Union
- l'éducation à l'école maternelle
- l'enseignement par l'informatique
- l'examen des rapports d'inspections en équipe
- des suggestions sur l'amélioration de la communication entre les parents et les enseignants
- la création du groupe "Intermath" et l'élaboration de nouveaux outils pour l'enseignement de la mathématique au cycle primaire

- la mise à jour des programmes d'études, notamment le Français et l'Allemand
- le rôle et les conditions de travail des Inspecteurs
- l'enseignement des langues dans les Ecoles européennes
- l'enseignement de la Morale au Primaire
- l'éducation en matière d'hygiène de vie
- l'élaboration des plans de stages pour 1999/2000 et prévisions pour 2001
- l'examen du document sur les créations de postes à la rentrée de septembre 2000

6.1.2 du cycle secondaire

Le Conseil d'inspection du cycle secondaire s'est réuni aux dates suivantes, toutes les réunions ont eu lieu à Bruxelles

- les 18 et 19 janvier 1999
- le 10 mars 1999
- les 10 et 11 mai 1999
- le 21 juin 1999
- le 15 septembre 1999
- le 15 novembre 1999
- le 14 décembre 1999

Le Comité pédagogique secondaire s'est réuni

- le 12 mars 1999
- le 16 novembre 1999

Parmi les nombreux points examinés, il convient de citer:

- examen des décharges accordées par les écoles pour différentes mesures (coordination - établissement de l'horaire - orientation etc....)
- organisation du Baccalauréat (calendrier de épreuves - désignation des experts - désignation des examinateurs externes, etc.)
- examen de plusieurs recours de parents contre des refus de promotion d'élèves
- élaboration de nouveaux programmes
- élaboration d'un nouveau règlement sur plaintes et recours de la part des parents
- suivi du rapport du groupe de coordination
- politique et pratiques en matière d'inspection dans les différents Etats membres de l'Union, notamment de l'Italie, du Portugal, de l'Espagne, de la Belgique
- évaluation des projets Platon mis en oeuvre dans les Ecoles
- modifications du Règlement d'application au Règlement du Baccalauréat européen

- transfert des enseignants de Bruxelles I et de Bruxelles II vers Bruxelles III
- organisation de nouveaux cours complémentaires
- politique à mettre en oeuvre pour l'introduction de nouvelles technologies pour l'enseignement
- rôle et conditions de travail des Inspecteurs
- organisation des stages de formation continuée
- réforme du programme d'Histoire pour les 6ème et 7ème années
- examen des demandes de changement d'options ou de sections linguistiques de la part de certains élèves
- nouvelle structure pour l'enseignement de la langue I et de la langue II en 6ème et 7ème
- organisation de l'année scolaire (coordination entre les Ecoles)
- orientation professionnelle pour les classes 6 et 7
- évaluation de la qualité de l'enseignement dans les Ecoles européennes
- échange d'élèves
- examen du rapport du Président et du Vice Président du Baccalauréat européen pour la session de juillet 1999
- examen des créations et des suppressions de postes pour la rentrée de septembre 2000

6.1.3 En outre les deux Conseils d'inspection se sont réunis à plusieurs reprises pour examiner des points communs à tous les Inspecteurs. Ils ont notamment examiné les points suivants:

- l'Avenir des Ecoles européennes: contribution au groupe de travail présidé par M. GAIGNAGE
- rôle et conditions de travail des Inspecteurs
- rapports sur le "Management inspection" dans les écoles où ces inspections ont eu lieu
- interprétation de certains articles du Statut du personnel enseignant
- introduction aux technologies de l'information et de la communication
- révision du Règlement général des Ecoles européennes

Chacune de ces nombreuses réunions tant du primaire que du secondaire a été organisée par les soins du Bureau du Représentant du Conseil supérieur.

Il en va de même pour l'organisation des réunions du Comité Administratif et Financier repris ci-dessous au point 6.2.

6.2 Le Comité Administratif et Financier

Le Comité Administratif et Financier s'est réuni en 1999 aux dates suivantes à Bruxelles

- le 25 février 1999

- les 22, 23 et 24 mars 1999
- les 17 et 18 juin 1999
- le 22 septembre 1999
- les 30 novembre et 1er décembre 1999

Parmi les nombreuses questions examinées lors de ces réunions, il convient de citer:

- l'examen du rapport de la Cour des Comptes
- la clôture des comptes pour l'exercice 1998 et la décharge à accorder aux Conseils d'administration des Ecoles et au Bureau du Représentant du Conseil supérieur
- la mise en oeuvre du programme PERSEE phase II destinée à assurer le paiement des rémunérations par un programme à mettre en place au Bureau (les discussions sont encore en cours)
- l'examen de l'admission des enfants des agents de l'U.E.O. en catégorie I
- l'approbation d'un budget supplémentaire pour l'exercice 1999
- le transfert des chargés de cours de Bruxelles I et de Bruxelles II vers Bruxelles III
- le transfert de certains membres du personnel administratif de Bruxelles I et de Bruxelles II vers Bruxelles III et la nécessité de créer de nouveaux postes administratifs à Bruxelles III
- le rapport annuel du contrôleur financier
- le financement de l'orientation professionnelle
- la création et la suppression de postes d'enseignants et de postes administratifs pour septembre 2000
- l'examen des propositions budgétaires établies par les Conseils d'administration pour l'exercice 2000
- l'influence d'une saine politique environnementale sur le budget des Ecoles européennes
- l'examen des problèmes soulevés par la difficulté du calcul de l'allocation différentielle
- le réajustement des frais de voyage et des frais de séjour pour les experts
- la contribution aux travaux du groupe sur l'Avenir des Ecoles européennes notamment en ce qui concerne les questions de financement.
- la répartition des crédits pour les projets Platon
- l'examen de lignes directrices pour l'établissement du budget de l'exercice 2001

Les réunions des Comités préparatoires ont permis de présenter au Conseil supérieur des propositions en vue des décisions à prendre.

6.3 Le Conseil supérieur

Le Conseil supérieur s'est réuni en 1999 aux dates suivantes:

- les 26 et 27 janvier 1999 à Bruxelles
- les 27 et 28 avril 1999 à Berlin
- les 26 et 27 octobre 1999 à Bruxelles

Parmi les nombreux points examinés lors de ces réunions, il convient de noter ceux dont la préparation par les Comités a été suffisamment élaborée pour les faire figurer en point A du Conseil. D'autres points ont donné lieu à des discussions dans le cadre des points B.

6.3.1 Points approuvés par le Conseil supérieur sous les points A

- budget 1999 pour Bruxelles III
- Education à l'école maternelle
- divers programmes d'études pour le cycle primaire et pour le cycle secondaire: Education physique, Allemand LII au primaire, LI au secondaire, Néerlandais comme langue étrangère au secondaire, Finlandais au primaire et au secondaire)
- la formation continuée au primaire
- l'épreuve écrite en LII et LIII pour l'évaluation harmonisée en fin de 5ème année secondaire
- plusieurs modifications du Règlement d'application au Règlement du Baccalauréat européen
- l'aide aux apprentissages aux cycles maternel et primaire
- calcul proportionnel du minerval scolaire

6.3.2 Points examinés sous les points B par le Conseil supérieur

- examen et approbation du budget pour l'exercice 2000
- examen et approbation des créations de postes d'enseignants pour septembre 1999 et de postes administratifs pour janvier 2000
- examen du rapport sur le déroulement du Baccalauréat européen de 1998
- examen du rapport du Président du jury du Baccalauréat européen
- examen du rapport sur les inspections en équipe
- examen et approbation du document sur la politique en matière de SEN
- examen de la description des tâches et du profil du Secrétaire général Adjoint
- prolongation des mandats du Représentant du Conseil supérieur et de l'Adjoint du Représentant
- élaboration du rapport sur l'Avenir des Ecoles européennes à présenter au Conseil des Ministres de l'éducation
- examen et approbation de la clôture des comptes pour l'exercice 1997

- examen du rapport de la Cour des Comptes pour l'exercice 1997 et décharge aux Conseils d'administration des Ecoles et au Bureau du Représentant sur le budget 1997
- approbation du document sur le financement de l'orientation des élèves
- nomination du Directeur de l'Ecole européenne de Luxembourg et des Directeurs Adjointes du secondaire de l'Ecole européenne de Munich et de celle de Bruxelles III
- Approbation des modifications du Règlement d'application concernant la nomination des Directeurs et des Directeur Adjointes
- Examen du rapport du Contrôleur financier
- Nomination du Contrôleur financier subordonné
- Approbation des Accords de financement conclus avec des sociétés pour l'admission d'élèves en catégorie II à Munich, à Bruxelles, à Culham, à Luxembourg et à Varèse

Le Conseil supérieur a confié plusieurs mandats aux Comités préparatoires pour poursuivre leurs travaux.

Tous les points mentionnés au paragraphe 6 ci-dessus montrent l'intense activité développée au sein de nos organes.

7.0 Message pour l'avenir

Au moment où s'achève mon mandat de Représentant du Conseil supérieur, et où prend fin avec lui mon long parcours professionnel passé au contact étroit des Ecoles européennes, le temps est venu de vous adresser un message personnel qui se veut une expression de mes souhaits pour l'avenir des Ecoles européennes.

Je tiens ici à remercier tous ceux qui m'ont fait confiance en me permettant au fil des années d'évoluer dans notre système et de franchir les étapes qui m'ont conduit à représenter pendant quatre ans les Etats membres, la Commission et l'OEB, qui constituent notre Conseil.

Ma longue expérience d'enseignant d'abord, d'Adjoint ensuite et de Représentant enfin m'a permis d'examiner nos Ecoles européennes sous toutes leurs facettes. J'ai pu ainsi constater que, grâce à l'intense travail des Comités préparatoires, à savoir les Conseils d'inspection, le Comité Administratif et Financier, les nombreux groupes de travail, l'engagement des Directeurs, la conscience professionnelle du personnel enseignant et du personnel administratif, elles ont constamment évolué dans le sens d'une amélioration. Durant les quarante cinq ans d'existence de nos Ecoles européennes, de nombreux témoignages de personnalités éminentes ont souligné l'importance du rôle qu'elles jouent.

Dès 1953, Jean Monnet, alors Président de la Haute Autorité du Charbon et de l'Acier, déclarait que chacun de nos élèves "pourra, tout en poursuivant avec des professeurs de son pays l'étude de sa langue maternelle, de sa littérature et de son histoire nationale, acquérir dès l'enfance la pratique d'autres langues et bénéficier de l'apport conjugué des diverses cultures qui forment ensemble la civilisation européenne."

Quarante ans plus tard, le Président du Parlement européen, M. KLEPSCH déclarait "je suis convaincu que les Ecoles européennes continueront à jouer un rôle actif et un rôle de valeur dans l'éducation des jeunes européens et, à travers elles, dans la construction d'une nouvelle Europe."

Le Président de la Commission des Communautés européennes, M. DELORS déclarait en 1994. "Les Ecoles européennes sont devenues un laboratoire sociologique et pédagogique unique au monde et irremplaçable pour la création d'une structure scolaire européenne dans laquelle se poursuit tous les jours l'effort de promouvoir les valeurs communes tout en préservant la riche diversité culturelle et linguistique des Etats membres de la Communauté".

Les Ministres ne sont pas en reste. C'est ainsi que le Ministre belge de l'Education, M. Henri JANE a déclaré à propos de nos écoles "s'il doit y avoir une culture authentiquement européenne, elle naîtra de la vie solidaire de l'Europe et l'éducation devra très fortement contribuer à la former."

Le Ministre luxembourgeois de l'Education nationale, M. FISCHBACH, s'est exprimé de la manière suivante lors du 40ème anniversaire de la création de l'Ecole européenne de Luxembourg: "A l'heure du Marché Unique, les objectifs de l'Ecole européenne gagnent singulièrement en pertinence, l'intégration de la dimension européenne tant dans

l'enseignement que dans la vie des enseignants, des élèves et des familles, l'apprentissage de plusieurs langues étrangères, le respect de la diversité culturelle, l'éducation à la solidarité et à la tolérance sont autant d'éléments clés dans la formation du futur citoyen européen. En tant que responsable d'un système d'enseignement national, je me dois de rendre hommage au rôle d'écoles pilotes que les Ecoles européennes n'ont cessé d'assumer."

Quant au Président de la Cour de Justice de l'Union européenne, M. Ole DUE, il déclarait en 1993 à propos de l'établissement de nouvelles Ecoles européennes "des écoles de ce type constitueraient un extraordinaire avantage pour tous les peuples qui souhaitent participer au développement des Communautés européennes".

D'autres paroles élogieuses ont été prononcées par des personnages politiques éminents à l'occasion de discours. Elles conduisent toutes à montrer que l'objectif initial des Ecoles européennes, à savoir la scolarisation des enfants des fonctionnaires des Institutions communautaires, a été largement dépassé. Si leur rayonnement dans le monde de l'éducation est resté limité, c'est parce que les dispositions mêmes du Statut et de la nouvelle Convention ne permettent pas de les ouvrir plus largement. Dans tous les milieux auxquels j'ai été invité à présenter nos écoles et nos expériences, celles-ci ont été vivement appréciées. Je n'en citerai que quelques-uns à titre d'exemple: la Conférence internationale de Barcelone sur le plurilinguisme en Europe en 1991, le colloque de Saint-Germain-en-Laye sur le thème: "Quel plurilinguisme pour l'enfant européen?" en 1996, le colloque de Berlin en 1998 sur le thème "Beiträge zur Schulentwicklung" ainsi que les nombreuses conférences que j'ai eu l'occasion de donner à Saint-Petersbourg, à Strasbourg, à Namur, à Bruxelles.

J'ai entretenu des relations étroites avec de nombreux anciens élèves et notamment avec leur Association intitulée "EURESCO" qui, hélas, faute de moyens, ne peut pas poursuivre les recherches qu'elle avait l'intention de compléter pour nous fournir les informations sur les carrières entreprises par les quelque 20 300 bacheliers européens qui se sont insérés dans le monde du travail. Je puis vous affirmer que la très grande majorité de nos anciens élèves ont réussi à s'insérer sans difficultés dans la vie professionnelle grâce à la formation que nous leur avons donnée.

La description qui précède se veut un plaidoyer pour le développement et en tout cas pour le maintien des Ecoles européennes.

Dès l'instant où le Conseil des Ministres de l'éducation des quinze Etats membres a déclaré lors de sa réunion du 26 novembre 1999 qu'il appartient au Conseil supérieur des Ecoles européennes et à lui seul d'envisager le Futur de nos Ecoles, je fais appel à toutes les délégations pour ne pas prendre de décision à la hâte dans le cadre des discussions que nous avons menées jusqu'à ce jour afin d'adresser au Conseil des Ministres des propositions destinées à envisager une nouvelle structure des Ecoles européennes pour l'avenir.

Reconnaissons ensemble que nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur le contenu du document que nous avons soumis aux Ministres pour leur réunion du 26 novembre 1999.

Les Ministres en ont pris connaissance et j'ai pu me procurer un procès verbal de leurs délibérations rédigé par les services du Secrétariat général de la Commission. Huit Ministres sont intervenus lors de la réunion qui s'est tenue le 26 novembre. J'y ai constaté qu'aucun Ministre ne nous met en demeure de trouver une solution rapide au problème du financement soulevé par plusieurs délégations du Conseil supérieur. Je vous livre ci-après un certain nombre de réflexions émises par les Ministres:

- Le Ministre néerlandais a estimé que les structures financières actuelles des Ecoles européennes sont trop complexes et a proposé un financement complet via le budget européen.
- La Ministre luxembourgeoise soutenue par le Représentant du Ministre français a souligné l'importance des Ecoles européennes pour la fonction publique et a déconseillé de bouleverser le système actuel. Madame la Ministre a suggéré que les salaires des enseignants soient rendus comparables à ceux des fonctionnaires européens.
- Le Ministre belge a jugé satisfaisante la situation actuelle.
Pour être tout à fait objectif, cependant, je me dois de signaler que le Secrétaire d'Etat qui représentait la République fédérale allemande a souligné que les Ecoles européennes sont considérablement plus chères que d'autres écoles, y compris des écoles nationales à l'étranger et qu'il faudrait étudier cette question plus en profondeur sans pour autant retarder par trop l'élaboration de conclusions. Il a également invité les Etats membres à ratifier la nouvelle convention au plus tôt.

N'oublions pas que nos Directeurs de Bruxelles et de Luxembourg doivent refuser chaque année plusieurs centaines de demandes de familles qui voudraient permettre à leurs enfants de bénéficier de notre système d'enseignement.

Il me paraît utile de rappeler ici l'origine des discussions qui ont abouti à l'élaboration des propositions qui figurent dans notre document sur l'Avenir de nos Ecoles. Mon prédécesseur, M. OLSEN, avait invité le Conseil supérieur à réfléchir sur la manière dont nous pourrions accueillir les futurs Etats membres qui frappent à notre porte pour rejoindre l'Union européenne. La difficulté majeure se situait à Luxembourg où une seule école européenne hébergeait déjà onze sections linguistiques. Il était impossible, pour des raisons d'organisation interne, d'envisager d'y ajouter d'autres sections. La question était moins alarmante à Bruxelles qui disposait déjà de deux écoles. Elle l'est encore moins maintenant que la troisième école européenne a été créée. Dans les autres écoles, la difficulté, non négligeable je le reconnais, consiste en l'augmentation du nombre de cours de langue maternelle pour les élèves qui ne disposent pas d'une section linguistique.

Ce n'est qu'au fil des discussions que sont apparues soudain les questions du coût qui ont fini par dominer la question essentielle de l'utilité des Ecoles européennes c'est-à-dire leur raison d'être. La Commission a répété à maintes reprises que la création et la suppression des Ecoles européennes ne peuvent pas dépendre seulement de critères strictement numériques et de considérations économiques. Il faut y ajouter, dit-elle, le critère de leur nécessité strictement politique. Cette position, comme vous le savez, est entièrement partagée par le Parlement européen, comme le précise le dernier rapport de la Commission budgétaire de ce même Parlement en juin 1999.

Les Ecoles européennes ne doivent pas devenir une entreprise mercantile dans laquelle le financement jouerait un rôle essentiel, mais elles doivent rester un service d'éducation que chacun des Etats membres est tenu d'offrir à ses ressortissants. Je serais tenté de dire qu'au lieu d'en supprimer, il conviendrait de les multiplier. Les budgets de l'éducation sont en constante augmentation dans tous les Etats membres. Pourquoi devraient-ils diminuer pour les Ecoles européennes?

Certes, des réformes sont nécessaires. Un système ne peut pas exister pendant plus de quarante ans sans que n'intervienne une révision de sa structure. Nous avons élaboré des ébauches de solution qui vont dans le sens des économies. Mettons-les en oeuvre avant de bouleverser notre structure par des changements profonds. Des critères de création de classes et de cours ont été décidés par le Conseil supérieur dans les années 80. Ce sont les critères dits "de Karlsruhe". Il suffirait de les rendre plus contraignants. Pourquoi ne pas approfondir la proposition déjà discutée dans notre groupe de travail et qui consiste à mettre en place des groupes d'options cohérents qui permettraient aux élèves de mieux préparer la future orientation de leurs études supérieures plutôt que d'offrir des options multiples sans cohésion entre elles.

Les Ecoles européennes ne peuvent être comparées à aucune autre structure scolaire internationale. Nos Inspecteurs ont fait et continuent de faire des efforts considérables pour assurer une harmonisation des études pour toutes les matières. L'élève portugais ou grec étudie à travers toute sa scolarité, de la première année primaire jusqu'à la classe terminale selon le même programme que l'élève irlandais ou suédois. Ces programmes sont constamment mis à jour et adaptés à l'évolution qui s'opère dans nos pays.

Des propositions ont été faites pour remplacer les Ecoles européennes par des sections internationales à l'intérieur des structures scolaires existantes. C'est oublier que l'Ecole européenne n'est pas seulement une structure scolaire. Il y règne un esprit qu'il n'est pas possible d'importer ailleurs en raison de son caractère spécifique.

Je me propose, dans un document séparé de vous suggérer des réformes sur lesquelles nous pourrions trouver un accord dès la présente réunion.

A la fin de la présente année scolaire, je quitterai nos écoles sans avoir jamais éprouvé ni manifesté le moindre signe de fatigue ni de lassitude. Je travaillerai avec le même enthousiasme jusqu'à la fin de mon mandat. Après mon départ je continuerai de suivre avec un immense intérêt leur évolution.

Je remercie tous ceux qui m'ont aidé dans la tâche et je souhaite à mon successeur d'éprouver autant de plaisir et de fierté dans l'accomplissement de sa mission. Je souhaite avant tout que les Ecoles européennes vivent et se développent car j'estime qu'elles constituent un magnifique creuset dans lequel la jeunesse apprend à connaître et à apprécier les valeurs culturelles qui sont propres à chacun des peuples qui constituent l'Union européenne.